



Communiqué de Presse

Pass navigo unique : la nécessaire contribution des entreprises retoquée en commission au sénat

**Groupe
Communiste
Républicain
Et
Citoyen**

La proposition de loi du groupe CRC, déposée par Laurence Cohen et les sénatrices et sénateurs Franciliens, dont Michel Billout était rapporteur, n'a pas été adoptée hier matin en commission. Son objet était d'augmenter le versement transport afin de financer l'instauration d'un pass navigo unique en Île-de-France et d'amplifier l'offre de transports.

Ainsi, des sénateurs, à l'exception de ceux de notre groupe et d'EELV, ont estimé qu'il ne fallait pas, au travers du versement transport, solliciter les entreprises et ce, au nom de la compétitivité. Un tel argument n'est pas acceptable.

Rappelons que le Conseil Régional d'Île-de-France et le STIF, tous deux dirigés par Jean-Paul Huchon et une majorité de gauche, ont acté en décembre 2011, non seulement le principe d'une harmonisation du versement transport mais également de l'instauration d'un Pass navigo unique.

Au fond, ne pas adopter cette proposition de loi revient à priver le STIF des ressources nécessaires, de l'ordre de 650 millions, pour financer non seulement cette mesure de justice (400 millions) mais également pour contribuer à la nécessaire modernisation des réseaux. Ce rejet ouvre la porte à de nouveaux efforts qui vont peser exclusivement sur les usagers et les collectivités, ce qui ne semble pas opportun dans le contexte de crise économique et sociale que nous traversons.

Nous considérons pour notre part, que les entreprises doivent mieux participer au financement des transports publics, qui sont un atout pour leur attractivité.

Les sénatrices et sénateurs CRC continueront de se mobiliser afin qu'une majorité se constitue en séance publique, permettant enfin aux habitants et habitantes d'Île-de-France de bénéficier de l'engagement pris par la gauche régionale rassemblée, sous le slogan, « une Région, une zone ».

Paris, le 21 février 2013.